

ANALYSE DES BARRIÈRES À L'AUTONOMISATION DE LA FEMME DANS LE DISCOURS POLITIQUE IVOIRIEN DE 2002 A 2010

Alléba Charles TOALI

Doctorant en communication politique
UFR Information, Communication, Arts
Université Félix Houphouët-Boigny
charlestoali@yahoo.fr

Résumé : Cet article porte sur la place des femmes dans le discours politique ivoirien au cours de la crise socio-politique de 2002 à 2010. Il vise à identifier les barrières à l'autonomisation des femmes à travers une analyse des mécanismes sociaux et économiques du genre. Nous partons du principe que le discours politique constitue le lieu idéal pour saisir les intentions politiques sur les sujets d'une société donnée. Si en temps de paix, la présence des hommes, des femmes, des séniors et des enfants constitue l'horizon de toute pratique politique, la dynamique engagée par un système politique pour se sortir d'une crise multidimensionnelle semble tout aussi vraie afin qu'une prise en compte des couches sociales les plus vulnérables soit l'enjeu prioritaire des offres politiques. Aussi les propositions politiques concrètes devraient meubler la trame principale des productions discursives des personnels politiques au su des nombreux rapports des ONG et des organisations internationales sur les exactions constatées au cours de cette crise. Ainsi, nous appuyant sur la méthode lexicométrique et une analyse pragmatique du discours, nous avons sondé le corpus de 187 discours constitué dans le cadre de notre thèse de doctorat et portant sur la communication des 11 principaux protagonistes de la crise ivoirienne. Notre analyse montre que, non seulement le discours politique de l'époque manque significativement de références aux femmes victimes de cette crise, mais que ce silence est symptomatique de la place quasi-insignifiante qu'occupent ces dernières dans le déploiement des enjeux politiques car reposant sur une doxa historiquement ancrée dans un agir socio-culturel et politique particulier.

Mots-clés : genre, autonomisation de la femme, gestion de conflits, discours politique, lexicométrie

ANALYSIS OF BARRIERS TO WOMEN'S EMPOWERMENT IN IVORIAN POLITICAL DISCOURSE FROM 2002 TO 2010

Abstract: This article focuses on the place of women in the Ivorian political discourse during the socio-political crisis from 2002 to 2010. It aims to identify the barriers to women's empowerment through an analysis of the social and economic mechanisms of gender. We assume that political discourse is the ideal place to grasp political intentions on the problematics of a given society. If in times of peace, the presence of men, women, seniors and children constitutes the horizon of any political practice, the dynamic engaged by a political system to get out of a multidimensional crisis seems just as true so that taking into account the most vulnerable social strata is the priority issue of political offers. Also, the concrete political proposals should furnish the main frame of the discursive productions of the political actors with the knowledge of the many reports of NGOs and international

organizations on the human rights abuses observed during this crisis. Thus, relying on the lexicometric method and a pragmatic analysis of the discourse, we probed the corpus of 187 speeches constituted within the framework of our doctoral thesis and relating to the communication of the 11 main protagonists of the Ivorian crisis. Our analysis shows that, not only does the political discourse of the time significantly lack references to women victims of this crisis, but that this silence is symptomatic of the almost insignificant place occupied by the latter in the deployment of political issues because they are based on a doxa historically anchored in a particular socio-cultural and political action.

Keywords: gender, women's empowerment, conflict management, political discourse, lexicometry

Introduction

La Côte d'Ivoire a vécu la crise sociopolitique la plus violente de son histoire entre 2002 et 2010. Et cela, à la suite d'un coup d'État politique manqué dont l'une des conséquences les plus éprouvantes est le « partage » du pays en deux parties, jusqu'en juillet 2007. Cette scission de fait du territoire ivoirien a engendré deux logiques de gouvernement, deux logiques de gouvernance et deux logiques de pensées. Une partie allant du nord au centre et couvrant plus de 60% du territoire est sous le contrôle des insurgés pendant que la deuxième partie demeure sous la coupole du gouvernement officiel issu des élections d'octobre 2000. Chaque « gouvernorat » possède les attributs d'un État autonome avec son système de gouvernement du territoire, de sécurité et des populations.

De part et d'autre de cette ligne « imaginaire », de nombreuses exactions au Droit humanitaire international ont été documentées aussi bien par des Organisations de la société civile ivoirienne que par des organismes internationaux. Les rapports ont relevé notamment les profils des victimes et les formes de violations. Les femmes et les enfants demeurent les populations les plus vulnérables avec des cas de viols et autres violences sexuelles, de tortures et de traitements dégradants, et des cas d'enrôlement de femmes et d'enfants dans les unités de combat. Ainsi, selon le Regroupement des Acteurs Ivoiriens des Droits de l'Homme (RAIDH), de septembre 2002 à décembre 2003 ; 787 victimes dont 273 femmes et 508 hommes. Entre 2004 et 2005, 849 victimes (6 enfants, 333 femmes et 510 hommes) de différents types de violations ont été relevées par les défenseurs des Droits de l'Homme.

Cependant, nous constatons que le discours politique ivoirien n'a pas constitué accordé d'importance à ces données fournies par les organisations des droits de l'homme. Mieux, c'est plutôt l'ethos et les querelles politiciennes qui ont meublé la confrontation politique. Comment le discours politique témoigne de ces violations? Quels sont les différentes positions des personnels sur ces exactions? Il nous semble que les concepts de « l'agir social » et de « l'agir politique », tels que l'on peut les appliquer à l'expérience de la réalité socio-politique ivoirienne, peuvent être pertinents pour tenter de comprendre les barrières à l'autonomisation sociale et économique de la femme à partir de l'analyse de la production discursive des principaux protagonistes de la crise ivoirienne.

Nous posons l'hypothèse que ces barrières s'articulent autour de deux pôles : l'action sociale et le paradoxe de l'action politique en Côte d'Ivoire. D'une part, sur les déterminismes

des pesanteurs sociales parce que la crise ivoirienne elle-même prend ses racines sur les questions liées aux crises de l'identité, de la citoyenneté, de la culture et de la rupture de la confiance entre les gouvernés et les gouvernants. D'autre part, sur le paradoxe de l'agir politique reposant sur un louvoiement de l'essence même de la conduite de la pratique politique en ce sens qu'il existe manifestement une inégale répartition des priorités dans le processus de sortie de crise.

La question du maintien de la paix dans le monde demeure un sujet d'intérêt en ce sens que tous les processus de sortie de crise semblent ne pas prendre en compte ce triste constat de la vulnérabilité des femmes au cours des conflits du fait de leur situation économique défavorable (Mbah, 2015). De plus, la participation active des femmes dans les négociations de paix est quasi inexistante. Un autre problème se pose sur la question des filles enfants-soldats qui n'est pas prise en compte dans les conflits armés (Shawna Carrol, 2015). En effet, selon cette chercheuse de la Fondation Fullbright, ces filles sont victimes et parfois même arrachées à leur famille et village par les groupes armés, et au retour dans leur famille, elles sont stigmatisées et mises à l'écart. Ces combattantes subissent des violences venant de part et d'autre de leur société et sont exclues des programmes de désarmement démobilisation et réinsertion (DDR)". Il en résulte que l'action politique se trouve paradoxalement détournée en raison de l'existence tacite de cette rupture entre les désirs ou les besoins de populations et ceux des protagonistes des processus de sortie des crises politiques. Comme cette étude se place dans une perspective sociopolitique, notre objectif est d'interroger les enjeux des mécanismes sociaux et économiques du genre dans un contexte de crise sociopolitique pour montrer comment et avec quels moyens les personnalités en charge du processus de paix ivoirien ont contribué à l'exacerbation des barrières à l'autonomisation de la femme à travers le dispositif discursif. Pour ce qui est de la méthodologie, nous avons constitué un corpus de cent quatre-vingt-sept (187) discours des 11 protagonistes principaux impliqués dans le processus de paix ivoirien. Il s'agit aussi bien des organisations des rebelles (MPCI, Forces Nouvelles, Guillaume Soro), de l'opposition armée et civile (G7), de l'opposition politique (RHDP, Henri Konan Bédié, Pdc-Rda, Alassane Ouattara, Rdr) et de la faction gouvernementale (Laurent Gbagbo et Désiré Tagro porte-parole de la présidence de la république). Nous avons également eu recours aux rapports et synthèses effectués par les organisations internationales et les organisations non-gouvernementales dont la neutralité des actions dans la crise était théoriquement admise. Nous avons utilisé le logiciel de lexicométrie dénommé Tropes V8. Tropes est un logiciel d'analyse sémantique. Il propose plusieurs fonctions parmi lesquelles on compte le diagnostic du style du texte, la catégorisation des mots-outils et l'analyse des acteurs. Ce travail se veut un effort permanent de compréhension des enjeux de la prise en compte des populations dans la pratique politique. L'étude des rapports entre gestion de conflits, discours politique, genre, et barrières à l'autonomisation de la femme situe, entre autres, cette réflexion dans les champs de la communication politique et de la communication pour le développement à travers les théories de l'agir politique et de l'agir social. Le recours à ces paradigmes ambitionne d'une part d'inviter la communication politique à infléchir son discours afin d'inscrire les mécanismes sociaux et économiques du genre au sein de l'action politique. D'autre part, afin de rendre plus opérationnelle cette intention, nous recourons ensuite à l'approche de la communication pour le développement à travers un appel à repenser les modes de construction et de réappropriation

de la problématique du genre, processus social qui permet de dégager les enjeux de l'autonomisation de la femme, notamment dans un cas de gestion de conflits. Le rapport si idéalisé entre l'agir politique et l'agir social se pense à l'aune de regards théoriques qui semblent embrasser plusieurs disciplines des sciences sociales. Ainsi, nous convoquons les réflexions suivantes : la symbolique politique et pragmatique du discours (Charaudeau, 2013), les mécanismes de régulation sociale inscrivant un travestissement de la fonction de la pratique politique (Blé Raoul, 2006), les enjeux sociaux de la parole (Bourdieu, 1982), la production de sens (Le Breton, 2004), les interactions sociales (Goffman, 2018) et la pragmatique du discours (Austin, 1991 ; Ducrot, 1985 ; Kerbrat-Orecchioni, 2009).

Le concept du « genre » fait appel à des approches transversales qui recommandent en effet de le distinguer de la notion de « sexe » ; le sexe répond à des déterminismes physiologiques alors que le « genre » demeure le versant constructiviste de l'inscription de ces déterminismes dans les rapports sociaux. Le concept du genre est essentiellement une construction sociale et psychologique, ainsi, il pose le cadre d'une réflexion relevant d'une perspective de « revendication et de production de connaissances scientifiques » (Touré Malèma, 1997). L'approche scientifique du genre recoupe des concepts historiquement ancrés dans l'humanité portant sur genre/sexe, genre/sexualité, genre/politique, genre/conflit pour finalement poser les bases de l'autonomisation de la femme par la nécessité de son inscription dans son vis-à-vis relevant de l'action politique. Il convient donc d'opérer une nette distinction entre *l'identité sexuelle* qui se définit comme l'ensemble des caractères (biologiques) permettant de distinguer les mâles des femelles et *l'identité genre* qui en constitue « le versant social de la différence sexuelle » (Jacques Arènes, 2006). A cette distinction, s'ajoute une encore plus parlante : genre et sexualité. La sexualité désigne en effet, selon l'encyclopédie Larousse l'ensemble des phénomènes sexuels ou liés au sexe que l'on peut observer dans le monde vivant. Nous retenons que les déterminismes biologiques du sexe ne coïncident pas toujours avec la dimension culturelle du genre. Le genre, en tant que construit social présente des inégalités notables entre les deux sexes que compose l'humanité : mâle et femelle. La problématique du genre à travers les disciplines convoquées se caractérise par « la performativité du genre » (Austin, 1991) car tout serait construit et culturel, par son rapport à la répression du pouvoir (Foucault, 1969) et prônant au contraire de l'hétéro-sexualisme, une sexualité qui ne repose pas seulement sur cette construction sociale de la reproduction sexuée mais sur une sexualité qui réponde des pulsions et des désirs partiels. Ainsi, le paradigme généalogique de la sexualité remis au jour par Michel Foucault (1969) dénonce les fondamentaux de l'hétéro-sexualisme et de la politique dont la répression constitue un outil pour le pouvoir afin d'accentuer les inégalités.

1. La femme dans le discours politique ivoirien

L'analyse du discours politique en Côte d'Ivoire en période de crise socio-politique ressort trois défis qui nous paraissent pertinents pour expliquer les barrières à l'autonomisation de la femme à travers les mécanismes sociaux et économiques du genre dans la société ivoirienne.

1.1 Un discours autocentré, mise en avant du locuteur

Il convient de souligner que c'est un discours autoréférentiel, centré sur la personnalité des locuteurs. Il ne n'accorde pas une attention particulière aux questions des personnes les plus vulnérables en situation de conflit. Les acteurs politiques sont tellement occupés par « la querelle et la violence politique » que toutes leurs productions discursives trahissent cette idéalité de l'action politique. Ainsi, sont reléguées au second plan les prérogatives du politiquement correct. Ce constat se base sur une triple dimension de l'analyse du discours : premièrement par une l'analyse du style général et de la mise en scène du discours, deuxièmement par une analyse des catégories des mots fréquemment utilisés dans une perspective référentielle et troisièmement par une analyse propositionnelle du discours.

Les résultats montrent le caractère argumentatif du discours politique ivoirien par une prise en chargeur des locuteurs avec un fort recours au « je ». Les locuteurs semblent en effet assumer leurs actes de parole dans le jeu d'interlocution que révèle ce corpus. Le *Moi* et tous ces attributs sont mis en avant dans une mise en scène narrative pour montrer combien un locuteur peut se poser par rapport au sujet, objet de son discours. Cela dénote de la politique politicienne. Celle qui s'applique plus par les stratégies visant le positionnement de l'image de l'homme politique en quête d'un objet socio-politique, assurément le pouvoir. Si la fonction du discours argumentatif est de convaincre ou de persuader le destinataire en vue de penser ou d'agir comme le souhaite le locuteur, il est toutefois nécessaire de préciser le sujet sur lequel cette œuvre se produit. Ainsi, on comprendrait mieux si les questions du genre constituaient l'objet de cette entreprise persuasive, mais c'est plutôt la notion du pouvoir qui semble préoccuper les acteurs au processus de sortie de crise ivoirienne.

L'analyse des catégories de mots et de la dramatisation du discours renforce cette idée de paradoxe de l'agir politique parce que la grammaire politique prend sens dans les verbes, les connecteurs, les modalisateurs, les adjectifs, et les pronoms, pour un style de discours dont nous avons décliné le caractère général. Le discours politique ivoirien de cette période de crises socio-politiques recourt à trois catégories de verbes : *verbes factifs* (49.3%, soit 20238 occurrences), *verbes déclaratifs* (21.3%, soit 8738 occurrences) et les *verbes performatifs* (1.1%, soit 462 occurrences). Ainsi, plusieurs catégories de verbes existent selon le sens ou l'acte qu'ils permettent d'accomplir. Le verbe factif rentre dans la grande catégorie des verbes d'action. L'action exprimée par le sujet est le résultat d'une autre action accomplie par le sujet ou par d'autres que le sujet. En d'autres termes, la proposition factitive consiste à enchâsser une proposition en position objet dans une phrase matrice comportant le verbe faire. Quant aux verbes déclaratifs, employés dans une phrase assertive, ils expriment l'énonciation pure et simple d'une assertion au contraire des verbes d'opinion (opinion non assumée avec le verbe croire et simple opinion avec le verbe penser que). Finalement, les verbes performatifs sont les verbes dont l'énonciation revient à réaliser l'action qu'ils expriment et qui décrivent une certaine action sur le sujet. Autrement dit, les performatifs signifient qu'on essaie d'imposer par la parole un certain comportement, un ordre. Le discours politique ivoirien s'articule sur ces trois dimensions énonciatives qui révèlent une grammaire politique plutôt tournée vers la description d'une « arène » où le jeu politique se joue dans le conflit politique. Reste à savoir comment ce discours est pris en charge par les locuteurs. L'étude de la modalisation permet de savoir sur quoi porte cette confrontation langagière et qu'elle en ait la prise qui ressort

des performances discursives des personnels politiques. L'analyse des modalisateurs révèle un discours tourné vers la dramatisation de la pratique politique (modalisateurs d'intensité : 35.3% et de négation : 19.0%), une expérience temporelle, le ici-maintenant (les modalisateurs du temps : 18.5%), la nuance (les modalisateurs de manière : 9.9%) et l'implication (les modalisateurs d'affirmation : 4.1%). L'analyse des propositions remarquables pour témoigner de l'univers de référence des acteurs politiques dans le but de comprendre la manière et les structures argumentatives au travers desquelles les enjeux et les actions des acteurs. Les propositions remarquables désignent les parties les plus caractéristiques du corps. Le discours politique ivoirien indique nettement ses priorités en ne se centrant que sur les arguments discursifs relatifs aux notions de pouvoir, d'élection, de nation, de guerre, de paix, de conflit, etc.

1.2 De la place de la femme dans le discours politique : la manipulation des objets du discours

La place de la femme au cours de cette crise de 2002 à 2010 peut se lire sous deux perspectives. Une première grille de lecture permet de détecter la reproduction des déterminismes biologiques dans le discours politique. Ainsi la femme présente-t-elle une image incrustée dans la sphère familiale et de la reproduction. Elle se trouve réduite à la place que ses déterminismes biologiques lui réservent et qui sont culturellement entretenus. En effet, les références aux femmes reprennent les doxas sociales de la position de la femme. D'une part, elles sont invitées à prendre soins des enfants, du mari, de l'équilibre émotionnel de la famille même dans les cas graves de victimes. D'autre part, la femme est présentée comme un « objet » de reproduction dont la fonction « essentialisante » est de bénéficier de l'assistance de la puissance publique, notamment du pouvoir politique. Le deuxième niveau de lecture s'inscrit dans une perspective performative et/ou stratégique du discours politique. Le discours s'appuie un usage instrumental ou stratégique de la référence à la femme par les techniques performatives de l'énumération, et des promesses politique d'un lendemain meilleur. D'abord, la femme est prise comme acteur politique ou combattante ou encore inscrite dans l'ordre protocolaire des exordes des discours. Ensuite, son invocation fait l'objet de dramatisation du discours à travers l'invocation du statut de la femme-victime dans les conflits. La femme est ainsi prise comme un objet de manipulation par un appel aux émotions car mentionner ces dernières au sein des victimes dramatise la réception du discours. Finalement, les références à la gent féminine dans les politiques de sortie de crise reposent sur les promesses d'inscription dans le tissu social et économique, de justice sociale, d'institution de cadres de concertation de l'insertion de la femme dans le processus de sortie de crise, etc.

2. Essai d'interprétation : l'autonomisation de la femme, entre pesanteurs sociales et paradoxe de « l'agir politique », une réalité socio-politique en crise

La problématique du genre se présente comme un débat historique entre agir social et agir politique. Pesanteurs sociales de la sexualité, déterminismes culturels et action politique conditionnent la réalité socio-politique d'un phénomène qui s'inscrit de plus en plus au cœur des sociabilités dans les nations du monde. La problématique du genre, son parcours historique, théorique et politique à travers les débats et les actions qui sont menés de nos jours sont révélateurs des facteurs sur lesquels reposent les inégalités de genre. La pratique politique, qui

par nature, devrait travailler à établir plus de justice sociale basée sur le genre se trouve à son tour prise dans ce tourbillon déterministe, parfois dans une double dynamique liée soit aux lieux culturels communs, soit au paradoxe de l'agir politique. La femme y est évoquée soit pour se donner bonne conscience, soit pour assurer une dose de performativité au discours politique en ce sens que, considérer comme l'être par nature faible, invoquer la souffrance de la femme, parfois doublée à celle de catégories plus faibles, est gage d'une réception notable du discours. On le voit la femme rentre dans une stratégie discursive, surtout en période de crise. Comme le souligne Pierre Achard (1995), le discours n'est pas la face langagière de l'acte, mais l'interdépendance de la face langagière et de la pratique. L'organisation sociale se trouve être interdépendante de l'organisation discursive. La réalité scientifique est telle qu'un fait n'est psychologique, historique, social ou linguistique que pris dans le sens, c'est-à-dire, de façon directe ou indirecte, dans le langage. Ces inégalités résident moins dans une volonté délibérée d'écarter les femmes que dans une doxa durablement ancrée dans une sorte d'agir politique et sociale. Dans les sociétés africaines gagnées par une certaine rigidité culturelle, la place idéale de la femme a toujours été la famille. Les émotions et la sensualité sont considérées comme l'apanage des femmes pendant que la virilité et la responsabilité en dehors de la maison familiale échoient à l'homme. Cette distinction repose sur la conception sociale et politique de la sexualité, surtout des distinctions de sexes. Ainsi, la société a dans son ensemble dressé une nette « répartition genrée » des activités socio-économiques. Dans la crise ivoirienne, en définitive, la politique politicienne a pris le dessus sur l'inscription des populations au cœur de la pratique politique si bien que les enjeux des familles et des femmes étaient secondaires. Saisir les barrières à l'autonomisation de la femme dans cette perspective nous paraît pertinent parce qu'une crise constitue une conjoncture au cours de laquelle un Etat, une société active tous les mécanismes nécessaires au rétablissement de l'équilibre brisé. Puisqu'une crise est comme le souligne Blé Raoul :

[...] une notion significative parce qu'elle est la forme par laquelle s'expriment naturellement à la fois les rapports pensés de l'homme à la nature, de l'homme à lui-même et aux autres et des hommes entre eux, elle devient alors l'élément structurant d'un système intellectuel qui investit tous les niveaux de la réalité humaine et permet d'exprimer l'ensemble de cette réalité.

Blé Raoul (2006)

En plus de questionner les ressorts du lien, de la relation et du vivre-ensemble, la crise révèle les facteurs qui permettent de remettre en cause l'équilibre entre ordre individuel et ordre collectif, ordre naturel et ordre humain, ordre des dominants et ordre des dominés. L'auteur ajoute que la crise constitue de ce fait le repère à partir duquel on peut lire le tableau d'une société dans sa globalité afin de mieux saisir les enjeux qui en découlent. Le discours sur et dans la crise ivoirienne est révélateur de ces équilibres structurels et fonctionnels qui excluent, a priori, les femmes en accordant à l'homme, tout puissant, en apparence, du fait de sa masculinité, de décider du sort de toutes les composantes de la société. Mais la pratique politique étant, de nos jours, confrontée à un désengagement systématique ou un affaissement de l'intérêt des populations, né avec l'avènement de l'ouverture politique dans les pays africains au début de la décennie 1990, le reproche qui est fait à la classe politique, c'est de ne pas

inscrire les besoins des citoyens au cœur même de leur « agir politique ». Mieux, ceux-ci semblent se préoccuper moins de l'idéalité de la représentation démocratique que de leurs intérêts propres, et de ceux de leurs clans. Cet état de fait enjoint toute analyse sur le et la politique aujourd'hui à prendre en compte le paradoxe qui s'observe dans le rapport entre les gouvernants et les gouvernés. Rapports dominés par la violence (parfois illégitime de la puissance publique), l'injustice et les inégalités (dont celles relatives à la question du genre). Pourtant, la logique symbolique du discours pose les principes d'une vie politique fondant l'idéalité de la pratique politique, en parlant des valeurs collectives qui sont au service du bien commun et qui doivent légitimer l'action politique. La logique pragmatique propose un mode de gestion du pouvoir, les moyens permettant de réaliser le bien-être social. Autrement dit, la logique symbolique est le lieu des idées et de l'idéalité républicaine (vision platonicienne de la politique), quand la logique pragmatique touche à la mise en œuvre pratique de ces idées dans l'organisation de la vie politique (vision aristotélicienne de la politique définie comme technique d'organisation de la vie politique).

La référence à la scénographie politique de Patrick Charaudeau (2013) nous place au cœur du dispositif de la parole comme élément fondamental des interactions, de la communication, voire de la vie en société. La parole revêt une importance capitale dans la mise en relation des sujets sociaux autour d'un objet collectif dans une conjoncture donnée. Elle efface en conséquence cette verticalité des interactions entre gouvernants et gouvernés pour placer la communication dans une horizontalité des rapports socio-politiques. C'est elle, en effet, qui permet de savoir comment l'on comprend un sujet, quelle interprétation l'on en fait et comment l'on s'exprime sur la société à partir de ce sujet. La parole permet ainsi de découvrir de l'extérieur, de se faire découvrir de l'intérieur et de se poser en faveur de la société à travers la réflexion que l'on fait à partir de la situation de communication. Plus encore, elle repose sur le fait que : « le politique est ce qui tient une société dans son identité avec un espoir de lendemains meilleurs. La parole politique est alors un lieu où se mélangent espérances et actions dans lequel ne nous un contrat d'idéalité sociale entre dirigeants et citoyens ». (Charaudeau, 2013 :7-8). En somme, l'analyse a permis de revisiter certains paradigmes qui allient discours et action sociale dans une perspective de la réflexion sur l'incidence de l'action politique dans la construction des équilibres sociaux. Une démarche qui assoit théoriquement les notions de communication, d'égalité, de discours, de genre et d'autonomisation. Autrement dit, elle a voulu préciser le cadre situationnel et analytique qui allie une réflexion sur le rapport entre l'action politique et l'action sociale. Ainsi, nous sommes partis de la scénographie du discours politique, ses acteurs, ses sujets, ses enjeux, sa quête, pour arriver aux incidences sociales des interactions à proprement parler en passant par les enjeux de la parole dans une société. Il ressort de ce cheminement que cette étude s'inscrit dans les trois principes émis par Hannah Arendt pour jeter les bases de son analyse sur le sens de la politique. Aux questions de savoir si la politique a encore un sens et comment lui redonner sans cesse un espace de déploiement et la faire grandir dans les subjectivités résistantes, la philosophe énonce trois principes : interrogation sur les enjeux et les limites du vivre-ensemble, d'une domination et d'une compréhension de l'institution de l'humain dans l'histoire au travers de l'instauration d'un monde commun. Pour la philosophe, « le sens de la politique, consiste en ce que les hommes libres, ces hommes qui, par leur agir, font que les choses sont

autrement, par-delà la violence, la domination, la contrainte, ont entre eux des relations d'égaux, tout en centrant leur agir commun sur l'expression de la liberté. Différence absolue et égalité relative donc : sans une pluralité d'hommes qui sont mes pairs, il n'y aurait pas de liberté ». L'action politique doit pour être efficace prendre en compte la créativité en intégrant les valeurs de liberté en ce sens que le vivre-ensemble demeure son horizon.

Conclusion

La place de la femme dans la politique en Afrique constitue un enjeu de pratique politique. La femme est un être politique par essence même si une certaine littérature sur la socio-anthropologie africaine a voulu stigmatiser les peuples africains pour le peu d'intérêt qu'ils accorderaient aux droits de la femme. La place actuelle de la femme africaine, notamment en Côte d'Ivoire est symptomatique des rapports inégalitaires que la politique politicienne entretient globalement avec les citoyens. La violence et la répression sont devenus les seuls instruments de gestion des populations par les dirigeants africains en témoigne l'attitude paradoxale qui leur permet de réprimer et de censurer toute voix discordante. Ainsi, les premières sources des barrières aux mécanismes sociaux et économiques du genre résident dans l'accaparement de l'essence même du/de la politique par les élites dirigeantes. Le recours à la coercition politique a pour conséquence l'illettrisme des couches des populations les plus vulnérables. En Côte d'Ivoire près de 49% de la population ne sait ni lire ni écrire, elle vit dans le dénuement total d'un capital encyclopédique nécessaire à l'acquisition du savoir. Un analphabète connaît difficilement ses droits et devoirs dans un État. La pauvreté et les actes de violence, les viols, les assassinats dans une société en perpétuelle crise ne peuvent garantir un avenir meilleur à ces citoyens, à plus forte raison aux enfants et aux femmes. Ainsi, privées de savoir et de parole, et obligée de se mouvoir dans des environnements en perpétuels conflits militaires et politiques, aucun avenir ne semble se dessiner pour elles. Pour apporter une réponse adéquate aux problématiques soulevées, il convient de créer les conditions nécessaires à la réalisation de l'idéal républicain du vivre-ensemble. Ainsi il faut que les personnels politiques reviennent aux fondamentaux de la démocratie afin de garantir une égalité de chance à tous les citoyens, gage d'une société harmonieuse. L'État doit garantir la stabilité et la sécurité sur tout le territoire afin de créer un environnement propice à la créativité humaine car l'Homme ne se réalise que dans l'œuvre. Il est nécessaire d'accorder une attention particulière à la scolarisation de la jeune fille en tenant compte des valeurs républicaines d'équité, d'égalité et de solidarité sont portées par les personnels politiques afin de permettre le déploiement de l'action sociale car c'est seulement et seulement si ces conditions sont réunies que la femme pourra vivre pleinement sa sociabilité.

Références bibliographiques

- Association ADEQUATIONS (2017). Définitions de l'approche de genre et genre & développement-Égalité femmes-hommes-Egalité et enjeux de genre. [En ligne] consulté le 10 novembre 2021 sur URL: <http://www.adequations.org/spip.php?article1515>
- Arenes, J. (2006). La problématique du « genre ». [En ligne], consulté le 15 novembre 2021 sur URL : <http://www.eglise.catholique.fr/getFile.php?ID=18366>
- Austin, J. (1991). Quand dire, c'est faire, Ed. Essais, Paris
- Becker, D., & Weyermann, B (2006). Genre, transformation des conflits et approches psychosociale. [En ligne], consulté le 15 novembre 2021 sur URL file:///C:/Users/PC/Downloads/91135-arbeitshilfe-gender-konflikttrans-psychosoz-ansatz_FR.pdf

- Ble, R. (2009). La guerre dans les médias, les médias dans la guerre en Côte d'Ivoire. *Afrique et développement*, (XXXIV)2 :177-201
- Borghino, B. (2009). *Le genre ? Un concept, des outils, une méthode*. [En ligne], consulté le 15 novembre 2021 sur URL <https://www.genreenaction.net/Le-genre-Un-concept-des-outils-une-methode.html>.
- Boucharel, F. (1987). *La théorie de l'agir communicationnel de Jürgen Habermas*. Ed. Fayard, Paris
- Bourdieu P. (1982) *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Ed. Fayard, Paris
- Bureau de la Représentation pour la Côte d'Ivoire de l'Organisation Mondiale de la Santé. *Conséquences de la crise socio-politique sur le secteur de la santé en Côte d'Ivoire*. [En ligne], consulté le 15 novembre 2021 sur URL sur <https://reliefweb.int/report/c%C3%B4te-ivoire/cons%C3%A9quences-de-la-crise-socio-politique-sur-le-secteur-de-la-sant%C3%A9-en-c%C3%B4te>. 12 février 2003.
- Charaudeau, P. (2013) *Conquête du pouvoir : Opinion, persuasion, valeur. -Le discours d'une nouvelle donne politique*. Ed. L'Harmattan, Paris
- Ducrot, O. (1985). *Le dire et le dit*. Edition de minuit, Paris
- Foucault, M. (1994). *Histoire de la sexualité : La volonté de savoir*. Ed. Gallimard, Paris
- Goffman, E. (1974). *Les rites d'interaction*. Les Editions de minuit, Paris
- Husson, A-C. (2013). *Théorie du genre et controverses d'égalité en France*. [En ligne], consulté le 10 novembre 2021 sur URL <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01250672>
- Institut des États-Unis pour la paix (2018). *Cadre et Théorie Inclusifs en matière de Genre, Guide pour passer de la théorie à la pratique*. [En ligne], consulté le 10 novembre 2021 sur URL https://www.usip.org/sites/default/files/2020-11/20201103-cadre_et_theorie_inclusifs_en_matiere_de_genre.pdf
- Kerbrat-Orrchioni, C. (2009). *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*. Ed. Armand Colin, Paris
- Le Breton, D. (2004). *L'interactionnisme symbolique*. Ed. Presse Universitaire de France, Paris,
- Malherbe, J-F & Searle J.R. (1973). *Les actes de langage. Essai de philosophie linguistique*. *Revue Philosophique de Louvain*, Quatrième série, tome (71)12 :807-811
- NASSA, D. A. (2007). *La zone de confiance en Côte d'Ivoire, une frontière de deux États constitués ?* *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*,1. [En ligne], consulté le 8 novembre 2021 sur URL https://revue-geotrope.com/update/root_revue/20070629/2-La-Zone-franche-20-30-.indd.pdf
- Peter, A. (2009). *L'influence du genre dans la gestion des conflits. Mémoire de fin d'études, Haute Ecole Pédagogique du Valais, St-Maurice*
- Robichaud, A. (2015). *Jürgen Habermas et la Théorie de l'agir communicationnel : la question de l'éducation. Thèse en Sciences de l'éducation. Université de Montréal*, 315 p. [En ligne], consulté le 10 novembre 2021 sur URL https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/13511/Robichaud_Arianne_2015_these.pdf?sequence=4&isAllowed